

## ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



**UGECAM Aquitaine**  
100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES  
CS 10003  
33523 BRUGES CEDEX

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES












---

**Fourniture en location journalière de fauteuils roulants et accessoires associés  
pour les établissements de l'UGECAM Aquitaine**

---

N° du CCP : 2025-008

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture en location journalière de fauteuils roulants et accessoires associés pour les établissements de l'UGECAM Aquitaine
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre à bons de commande
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1	Dispositions générales du contrat .....	5
1.1	Objet du contrat .....	5
1.2	Décomposition du contrat .....	5
1.3	Type d'accord-cadre .....	5
1.4	Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
2	Pièces contractuelles .....	6
3	Clauses techniques particulières .....	7
3.1	Spécifications techniques Lot 01 : Fauteuils roulants manuels.....	7
3.2	Spécifications techniques Lot 02 : Fauteuils roulants électriques.....	7
3.3	Fauteuils à l'essai .....	8
3.4	Obligation de conseil.....	9
4	Modalités de livraison et de reprise .....	9
4.1	Modalités de livraison .....	9
4.2	Modalités de reprise .....	9
4.3	Mentions des bons de commande.....	9
4.4	Mentions de bons de livraison.....	10
4.5	Mentions de bons de reprise.....	10
5	Conditions d'exécution des prestations .....	10
5.1	Transfert de risque.....	10
5.2	Nettoyage et désinfection, entretien .....	10
5.3	Pilotage et restitutions .....	10
5.3.1	Démarrage.....	10
5.3.2	Suivi opérationnel .....	11
5.3.3	COPIL annuel .....	11
5.4	Notification par le biais du profil d'acheteur.....	11
5.5	Communications réglementaires .....	11
5.6	Clause de divisibilité .....	11
6	Intervenants.....	11
6.1	Cotraitance .....	11
6.2	Sous-traitance .....	12
7	Confidentialité et mesures de sécurité .....	12
8	Protection des données à caractère personnel .....	12
9	Durée et délais d'exécution .....	13
9.1	Durée du contrat .....	13
9.2	Reconduction.....	13
9.3	Délais d'exécution.....	13
10	Prix.....	13
10.1	Caractéristiques des prix pratiqués .....	13
10.2	Modalités de variation des prix .....	13
11	Avance .....	14
12	Constatation de l'exécution des prestations .....	14
12.1	Vérifications .....	14
12.2	Décision après vérification .....	14
13	Modalités de règlement des comptes .....	14
13.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	14
13.2	Présentation des demandes de paiement.....	15
13.3	Délai global de paiement .....	15
13.4	Paiement des cotraitants .....	16

13.5	Paiement des sous-traitants.....	16
14	Développement durable .....	16
15	Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	16
16	Pénalités .....	16
16.1	Pénalités de retard.....	16
16.2	Autres pénalités .....	16
16.2.1	Livraison non conforme :.....	16
16.2.2	Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	17
16.3	Caractère non-libératoire des pénalités.....	17
17	Assurances .....	17
18	Clause de réexamen .....	17
19	Résiliation du contrat .....	18
19.1	Conditions de résiliation.....	18
19.2	Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
20	Règlement des litiges et langues .....	19
20.1	Règlement à l'amiable des différends .....	19
20.2	Règlement judiciaire des différends .....	19
20.3	Langues.....	19
21	Dérogations.....	19

## **Préambule**

- Acheteur: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
- Titulaire: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
- Prestation: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
- Délais: Les délais exprimés en jours désignent des jours calendaires, sauf précision contraire

# **1 Dispositions générales du contrat**

## **1.1 Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Fourniture en location journalière de fauteuils roulants et accessoires associés pour les établissements de l'établissement UGECAM Aquitaine

Lieu(x) d'exécution :

- Centre de la Tour de Gassies : rue de la Tour de Gassies 33520 Bruges
- EHPAD LES COTEAUX sis 2bis Av de la résistance – 33310 LORMONT

## **1.2 Décomposition du contrat**

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant <b>maximal</b> en € HT sur la durée totale de l'accord cadre
01	Fauteuils roulants manuels	180 000.00
02	Fauteuils roulants électriques	420 000.00

A titre purement informatif, le montant des dépenses sur 2024 est de :

- Fauteuils roulants manuels : 27 000 € HT
- Fauteuils roulants électriques : 68 000 € HT

## **1.3 Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## **1.4 Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Les bons de commande seront attribués selon la méthode dite « en cascade ». L'acheteur contacte le titulaire classé en première position et si ce dernier ne peut répondre dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée seconde et ainsi de suite.

Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

- L'établissement communique son besoin au titulaire de rang 1 pour la fourniture de la prestation. Celui-ci dispose d'un **délai de 2h** pour confirmer sa possibilité de répondre à la demande ou non. Si le titulaire de rang 1 peut répondre à la demande, l'établissement lui envoie la commande correspondante.

- S'il n'est pas en mesure de répondre ou ne répond pas à la demande sous 2h le titulaire de rang 2 sera sollicité selon le même processus ;
- Si le titulaire de rang 2 n'est pas en mesure de répondre ou ne répond pas à la demande sous 2H le titulaire de rang 3 sera sollicité selon le même processus.

## 2 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes:
  - o annexe 1: Clause de confidentialité
  - o annexe 2: Clause RGPD
  - o annexe 3: Livret de sécurité du prestataire
  - o annexe 4: catalogue des prix du fournisseur
- Le catalogue (ou l'extrait de catalogue) des prix publics du titulaire relatif aux prestations objets du présent marché
- Le cahier des clauses particulières (CCP 2025-008)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire et notamment son Mémoire Méthodologique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi. Le CCAG-FCS, bien que non joint au marché, est réputé parfaitement connu du Titulaire.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, des conditions générales ou particulières du Titulaire, .... Hormis celles issues de dispositions légales impératives.

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au Contrat, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

### **Modifications des pièces contractuelles du marché**

Après sa notification, le marché est éventuellement modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à 10 du code de la commande publique. Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants qui seront chacun annexés à l'Acte d'engagement, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCP.

En outre, en application des articles L.2711-1 à L.2711-8 et R. 2194-1 dudit code, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire majeure, comme par exemple une épidémie de type COVID-19, ou par une situation identifiée comme force majeure, les Parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché,
- et/ou d'exécution du marché,
- et/ou de prolongation de la durée du marché, et/ou du délai d'exécution des prestations,

en vue des mesures à prendre pour atténuer les effets de ces crises, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations. Ces modifications du contrat prendront la forme d'un avenant et devront être négociées, au préalable, entre les parties.

### 3 **Clauses techniques particulières**

Les matériels proposés devront être conformes aux normes européennes et françaises relatives à la sécurité des personnes et à l'hygiène en milieu hospitalier. Ils ne doivent présenter aucun danger pour le personnel utilisateur et les patients.

Les protocoles de nettoyage et décontamination préconisés seront fournis pour l'ensemble des matériels proposés. Toutefois ces prestations restent à la charge du prestataire au moment de la restitution du matériel.

Le titulaire doit être en capacité de fournir sur demande express doit être capable de fournir la traçabilité des nettoyages, désinfections sous 7 jours.

L'étendue de la gamme est un critère de jugement de l'accord-cadre : la gamme proposée doit répondre aux divers besoins des établissements.

#### **3.1 Spécifications techniques Lot 01 : Fauteuils roulants manuels**

L'accord-cadre comprendra toute la gamme du fournisseur correspondant à la définition suivante :

- Fauteuil actif et semi actif pliable.
- Fauteuils de base
- Fauteuil confort.
- Fauteuil pour enfants.
- Fauteuil pour patients bariatriques.
- Fauteuil pour patients hémiplégiques.

La gamme proposée pour ces différents modèles de fauteuils, doit obligatoirement comporter :

- Pour l'assise : des largeurs, profondeurs-et hauteurs différentes, réglage assise/sol.
- Pour les potences ou repose-jambes : des longueurs différentes.
- Repose moignon
- Pour le dossier : hauteurs, et inclinaisons différentes.
- Tous les dispositifs de sécurité attendus (freins, butées, roulettes anti-bascule...) en utilisation autonome du fauteuil ou manipulation par un tiers.

Le fournisseur proposera aussi les accessoires suivants : appuie-tête réglable pour fauteuils confort ou fauteuil manuel, porte-canne, dispositifs de calage pour buste, ceinture de contention et/ou de positionnement sécurisée, cale tronc, barre de tension, repose moignon, barre de transmission (fauteuil hémiplégique), anti-bascule, tige porte sérum, porte obus, repose-jambes réglables en hauteur avec tubes longs, coussins mollet large et rembourré.

#### **3.2 Spécifications techniques Lot 02 : Fauteuils roulants électriques**

L'accord-cadre comprendra toute la gamme du fournisseur correspondant à la définition suivante:

- Fauteuils roulant électrique AA1 dominante intérieure
- Fauteuil roulant électrique AA2 dominante extérieure avec kit route

La gamme proposée doit obligatoirement comporter :

- Assise différentes largeur (jusqu'à 60cm) et profondeur
- Assise réglable en largeur et profondeur
- Hauteur d'assise réglable (lift) et bascule d'assise
- Cales troncs réglables en profondeur et en inclinaison
- Cales cuisses, cales bassin, cales coudes
- Repose jambes à compensation
- Dossier réglable en hauteur
- Tête multi-positions
- Dossier inclinable
- Hauteur de dossier réglable
- Assise inclinable AA2
- Repose pieds simples AA1
- Reposes jambes inclinables électriquement ou manuellement AA2
- Reposes jambes inclinables manuellement AA1
- Accoudoirs amovibles réglables en hauteur
- Dossier réglable en tension
- Châssis pliant ou châssis fixe pour AA1
- Commande électronique escamotable Avec prise jack pour allumer et éteindre le fauteuil
- Motorisation 4 roues ou 6 roues AA2
- Assise réglable en largeur et profondeur

Le fournisseur proposera aussi les accessoires suivants :

- Appui-tête,
- porte-canne,
- dispositifs de calage pour buste,
- réducteurs d'assise,
- tige porte sérum,
- porte obus,
- repose-jambes (manuel ou électrique).

Le fournisseur proposera uniquement un fauteuil ne pouvant pas dépasser les 10km/h

### **3.3 Fauteuils à l'essai**

Le titulaire propose des fauteuils à l'essai soit sur demande du pouvoir adjudicateur au regard de l'évolution des besoins / de la patientèle, soit à destination des patients qui suite à leur sortie auraient la nécessité d'acquérir un fauteuil roulant. Dans ce cadre, il propose les accessoires suivants :

- Dispositif de commande menton avec mini-joystick, tête pour AA2
- Système d'accroches-taxi
- Reposes jambes individuels ou palette large monobloc
- Commande avec casque selon compatibilité du fauteuil
- Verticalisation électrique
- Support téléphone
- Interrupteurs à bascule pour fonctions d'assise
- Tablette bloc-notes
- Boîtier de joystick avec dérivation possible des 3 fonctions (ON/OFF, vitesses et mode positionnement)

Les modalités de mise à disposition à titre d'essai sont précisées par le titulaire dans son offre



### 3.4 Obligation de conseil

Le titulaire appuie l'établissement à sa demande pour la bonne qualification du produit à commander et notamment :

- L'étude des besoins,
- Le conseil au client, notamment l'aide aux paramétrages pour adapter la configuration du produit aux patients (exemple paramétrage pour limiter la vitesse des fauteuils à 10km/h),
- la vérification des fiches de mesures ou la saisie des fiches de mesures si elles n'ont pas été transmises lors de l'envoi de la lettre de consultation,

## 4 Modalités de livraison et de reprise

### 4.1 Modalités de livraison

Les produits doivent être livrés dans un délai maximal de 48h à compter de l'envoi de la commande, pour les commandes émises du lundi au mercredi soir.

Si la commande est émise le jeudi ou le vendredi, la livraison doit intervenir le jour même ou le jour ouvrable suivant avant 12h00.

Pour le site de Gassies, les livraisons doivent être opérées le matin entre 8h30 et 12h00 auprès du service Biomédical. Les référents à contacter pour assurer la réception de la livraison sont :

- Eric Privat : [eric.privat@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:eric.privat@ugecam.assurance-maladie.fr) Tél : 05-56-16-34-49
- Jérôme Padeloup : [jerome.padeloup@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:jerome.padeloup@ugecam.assurance-maladie.fr) Tél : 05-56-16-38-06
- Adresse générale du service : [gassies.biomedical.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:gassies.biomedical.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr)

### 4.2 Modalités de reprise

Le service biomédical informe le titulaire le jour de la sortie du patient, de la date de reprise demandée (fin de location). Cette date de reprise s'entend à 12h00.

Le titulaire procède à la reprise des équipements auprès du service biomédical dans un délai maximal de 24h à compter de la date de reprise stipulée. (*Exemple : s'il est demandé une reprise au 15/06, celle-ci doit être réalisée entre le 15/06 12h00 et le 16/06 12h00*).

La date de fin de location est la date de reprise indiquée lors de la demande. Aucune journée de location postérieure à cette date ne pourra être facturée par le titulaire, et ce qu'elle que soit la date à laquelle il procède réellement à la reprise sur site, sauf si le report de la date réelle de reprise est due au pouvoir adjudicateur.

### 4.3 Mentions des bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
  - Désignation de l'appareil loué
  - Secteur ou service concerné par la demande (exemple : secteur D)
  - Dimension de l'assise
- La date de début de location et la durée prévisionnelle si elle est connue ;
- le lieux de livraison des prestations ;
- le prix unitaire journalier en € HT pour chacun des articles demandés (fauteuils et accessoires / options) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

#### **4.4 Mentions de bons de livraison**

Les mentions devant figurer sur chaque bon de livraison sont les suivantes :

- le numéro du bon de commande ;
- la date et l'heure de livraison
- la nature et la description des produits livrés ;
  - o Désignation de l'appareil loué
  - o Secteur ou service concerné par la demande (exemple : secteur D)
  - o Numéro unique du fauteuil de votre parc

**Le numéro du bon de commande doit apparaître distinctement sur le bon de livraison.**

#### **4.5 Mentions de bons de reprise**

Les mentions devant figurer sur chaque bon de reprise sont les suivantes :

- le numéro du bon de commande ;
- la date et l'heure de reprise
- la nature et la description des produits livrés ;
  - o Désignation de l'appareil loué
  - o Secteur ou service concerné par la demande (exemple : secteur D)
  - o Numéro unique du fauteuil de votre parc

## **5 Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **5.1 Transfert de risque**

Le transfert des risques de perte et de détérioration des produits du titulaire est réalisé dès livraison et réception desdits produits par l'établissement.

#### **5.2 Nettoyage et désinfection, entretien**

Les nettoyage, désinfection et entretien sont assurés par le prestataire avant mise à disposition, puis au retour du matériel.

Durant la période de location, le prestataire procède à l'entretien. L'établissement procède au nettoyage et à la désinfection le cas échéant.

#### **5.3 Pilotage et restitutions**

##### **5.3.1 Démarrage**

Dans le mois qui suit la notification du marché, une réunion de lancement est programmée avec le titulaire pour :

- préciser les modalités opérationnelles d'exécution
- préciser les horaires et modalités d'intervention
- présenter les interlocuteurs en charge du suivi d'exécution et du contrôle de la bonne exécution de la prestation

Le pouvoir adjudicateur désigne au titulaire le ou les référents en charge du suivi technique et financier du marché.

### 5.3.2 Suivi opérationnel

Le titulaire désigne nominativement un référent qui sera l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur. Des réunions de suivi technique et financier de la prestation pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties. Celles-ci pourront être réalisées en présentiel ou en distanciel (téléphone ou visioconférence). Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu, rédigé par le titulaire, et transmis par courriel au pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de 5 jours ouvrés après chaque réunion.

### 5.3.3 COPIL annuel

Le titulaire communique une fois par an au pouvoir adjudicateur un état récapitulatif des prestations commandées (type de produits, montants, quantités). A la demande de l'une ou l'autre des parties, un comité de pilotage pourra être réuni pour présenter l'activité de l'année et échanger sur les éventuelles difficultés ou point de progrès.

## 5.4 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Toutefois, nous prévoyons d'utiliser principalement les formes suivantes :

- remise contre récépissé daté signé
- échanges dématérialisés par mail à l'adresse mentionnée à l'acte d'engagement. Le titulaire devra en accuser réception par retour de mail dans les 48h A défaut la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail
- en cas de besoin, lettre recommandée avec accusé de réception

## 5.5 Communications réglementaires

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 5.6 Clause de divisibilité

Si l'une des clauses du présent marché était contraire à une loi d'ordre public nationale ou internationale, seule la clause en question est annulée, le marché demeurant valable pour le surplus. Dans ce cas, les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

# 6 Intervenants

## 6.1 Cotraitance

L'un des membres du groupement devra être désigné comme mandataire du groupement pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonner les prestations des membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire des autres membres du groupement. Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Sont considérés comme groupements identiques ceux constitués des mêmes cotraitants, y compris en cas de mandataire différent au sein du même groupement.

## **6.2 Sous-traitance**

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

En cas de sous-traitance, le Titulaire assurera seul et personnellement, vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, la responsabilité du marché qui lui a été confiée.

Pour chaque sous-traitant qu'il veut faire agréer lors de la notification du marché, le candidat joint l'ensemble des pièces de candidature comme demandées au Candidat à l'exception du DC1, selon le modèle de Déclaration de sous-traitance annexé au formulaire d'acte d'engagement. Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°2025-008 du ayant pour objet "Fourniture en location journalière de fauteuils roulants et accessoires associés pour les établissements de l'établissement UGECAM Aquitaine".

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euros et soumises aux modalités du présent CCP. Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.  
»

## **7 Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS, complété par l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS, complété par l'annexe 3 à l'acte d'engagement.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **8 Protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage à respecter les dispositions stipulées à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

## 9 Durée et délais d'exécution

### 9.1 Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

### 9.2 Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 9.3 Délais d'exécution

Le délai maximal de livraison est de 48h à compter de l'envoi de la commande, pour les commandes émises du lundi au mercredi soir.

Si la commande est émise les jeudi et vendredi, la livraison doit intervenir le jour même avant 16h00 ou le jour ouvré suivant avant 12h00.

La location se termine le jour de reprise demandé par le service biomédical à 12h00.

L'exécution d'une location commandée avant la fin de l'accord cadre peut se poursuivre sur une durée maximale de 6 mois à l'issue de l'accord cadre.

## 10 Prix

### 10.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le Titulaire du marché ne peut prétendre à aucune compensation financière du fait d'une variation même durable des besoins réels et ce, quelle qu'en soit la raison.

#### Acceptation des risques et aléas

Les parties, pleinement informées des droits que leur octroie l'article 1195 du Code civil, acceptent le risque lié à un changement du contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat, et renoncent à l'entière responsabilité des droits découlant dudit article. Il sera fait application de la clause de réexamen ou des dispositifs prévues par le code de la commande publique

### 10.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au catalogue du fournisseur.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 15 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 4,00 % par période d'ajustement.

## 11 Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 12 Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### 12.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 Modalités de règlement des comptes

### 13.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS, facturation mensuelle du 1<sup>er</sup> au dernier jour du mois.

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, La [Nom de l'organisme] informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Aquitaine informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET du destinataire de la facture :
  - o Centre de la Tour de Gassies : 423 494 335 00064
  - o EHPAD Les Coteaux : 423 494 335 00163
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE MARCHE et NUMERO DE COMMANDE

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes. Les factures doivent alors être établies en un original et 1 duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

- CENTRE DE LA TOUR DE GASSIES sis Rue de la Tour de Gassies - 33520 BRUGES - Contact : [compta.gassies.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:compta.gassies.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr)

- EHPAD LES COTEAUX sis 2bis Av de la résistance – 33310 LORMONT - Contact : [compta.coteaux.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:compta.coteaux.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr)

### **13.2 Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Désignation de la prestation avec les détails suivants :
  - Désignation de l'appareil loué (fauteuil manuel actif par exemple),
  - listé en dessous les options (gouttière, tête ...)
  - Secteur ou service concerné par la demande (exemple : secteur D)
  - Numéro unique du fauteuil de votre parc
  - Dimension de l'assise (exemple largeur \* profondeur)
  - Date de début de location
  - Date de fin de location
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;

### **13.3 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **13.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **13.5 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

La demande de paiement n'est pas une facture. Les factures du sous-traitant sont libellées au nom de l'entrepreneur principal (titulaire). Le titulaire fait apparaître distinctement les prestations sous-traitées dans les documents et décomptes adressés au pouvoir adjudicateur.

### **14 Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

### **15 Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

### **16 Pénalités**

#### **16.1 Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou / et de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard (ou par heure de retard si délai d'exécution est exprimé en heures), une pénalité fixée à 10,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

#### **16.2 Autres pénalités**

##### **16.2.1 Livraison non conforme :**

Si les produits livrés ne correspondent pas à la commande, ou si le matériel est ostensiblement vétuste (et donc présentant des risques pour le patient), le titulaire encourt pour chaque constat une pénalité de 10 € par jour jusqu'à livraison d'un équipement conforme.



### 16.2.2 Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 10,00 € s'applique dans les conditions suivantes : lorsque durant la période de location une panne ou un dysfonctionnement empêchent l'usage du fauteuil, sauf si le titulaire est en capacité de fournir un matériel équivalent sous 24h à compter du signalement écrit.

### 16.3 Caractère non-libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent marché présentent un caractère non-libératoire. En conséquence, le Titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution conforme a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

## 17 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers. Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée. Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur. En outre, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent sa décision. Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne peut être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché. En cours d'exécution du marché, le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

## 18 Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

- les évolutions techniques, technologiques ou réglementaires en rapport avec les prestations du marché
- la justification éventuelle de l'évolution des prix
- l'évolution des remises minimales garanties dans le bordereau des prix initial du marché
- les points positifs et les difficultés particulières d'exécution du marché
- le niveau de satisfaction / d'insatisfaction des utilisateurs
- la qualité des relations commerciales entre les parties au contrat

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché. Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché.

## **19 Résiliation du contrat**

### **19.1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **19.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20 Règlement des litiges et langues

### 20.1 Règlement à l'amiable des différends

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution de celui-ci. Tout différend entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un (1) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un (1) mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

### 20.2 Règlement judiciaire des différends

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux est compétent en la matière.

### 20.3 Langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 21 Dérogations

- L'article 14 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services